



La Solidarite Fanm Ayisyen (SOFA) et le Réseau National des Droits Humains (RNDDH) ont réalisé un rapport d'enquête sur le harcèlement sexuel en milieu du travail en Haïti. Les résultats de l'enquête mettent en exergue l'ampleur qu'a pris ce phénomène dans notre société.

« La vulnérabilité des femmes face au harcèlement dans le cadre de leur travail est davantage préoccupante, quand on sait que ces pratiques évoluent dans un contexte où les normes au niveau national sont inadaptées et inadéquates », souligne le rapport d'enquête

En effet, 8 % des femmes des secteurs de l'administration publique et ONGs se sont senties victimes directement de la part de leurs patrons, de leurs directeurs, de leurs superviseurs et de leurs collègues de sexe masculin, contre 11% du secteur des travailleuses domestiques et de manufacture qui affirment avoir été victimes, du propriétaire, d'un superviseur, d'un supérieur, d'un directeur, lit-on dans le rapport.

En outre, deux (2) autres phénomènes corollaires ont été révélés par l'enquête.

Il s'agit d'une part du nombre élevé de femmes témoins des actes de harcèlement, (soit plus de 72% de femmes dans les secteurs des travailleuses domestiques et de manufactures et 41% chez les fonctionnaires publics/privés).

D'autre part, 26% de femmes fonctionnaires et 25% parmi les travailleuses domestiques et des manufactures, sont affectées par le harcèlement moral au sein de leur travail : actes de discrimination, 'abus, méchanceté, injures, mauvais traitements.

Les conséquences de cette forme de violence sur la vie professionnelle et/ou privée des femmes sont dramatiques. Plus de 37% de femmes des secteurs de l'administration publique et ONGs recourent à des tentatives de suicide, à la consommation de somnifères pour échapper aux insultes, aux humiliations, à la peur, aux souffrances de toutes sortes que leur impose le régime du harcèlement au sein de leur travail.

« La vulnérabilité des femmes au harcèlement dans le cadre de leur travail est davantage préoccupante, quand on sait que ces pratiques évoluent dans un contexte où les normes au niveau national sont inadaptées et inadéquates » souligne le rapport d'enquête.

Tenant compte de toutes ces données. La principale recommandation de La SOFA et du RNDDH est la mise en place par l'Etat d'un Code d'éthique, d'une politique de genre dans toutes les institutions publiques/ privées.

Cette enquête a été réalisée durant l'année 2014 avec l'appui financier de Oxfam America. Elle a touché les secteurs
Fonctionnaires publics/Prives/ONG, Ouvrières des manufactures, Travailleuses domestiques, Responsables d'Institution publiques/privées .

LE RAPPORT D'ENQUETE